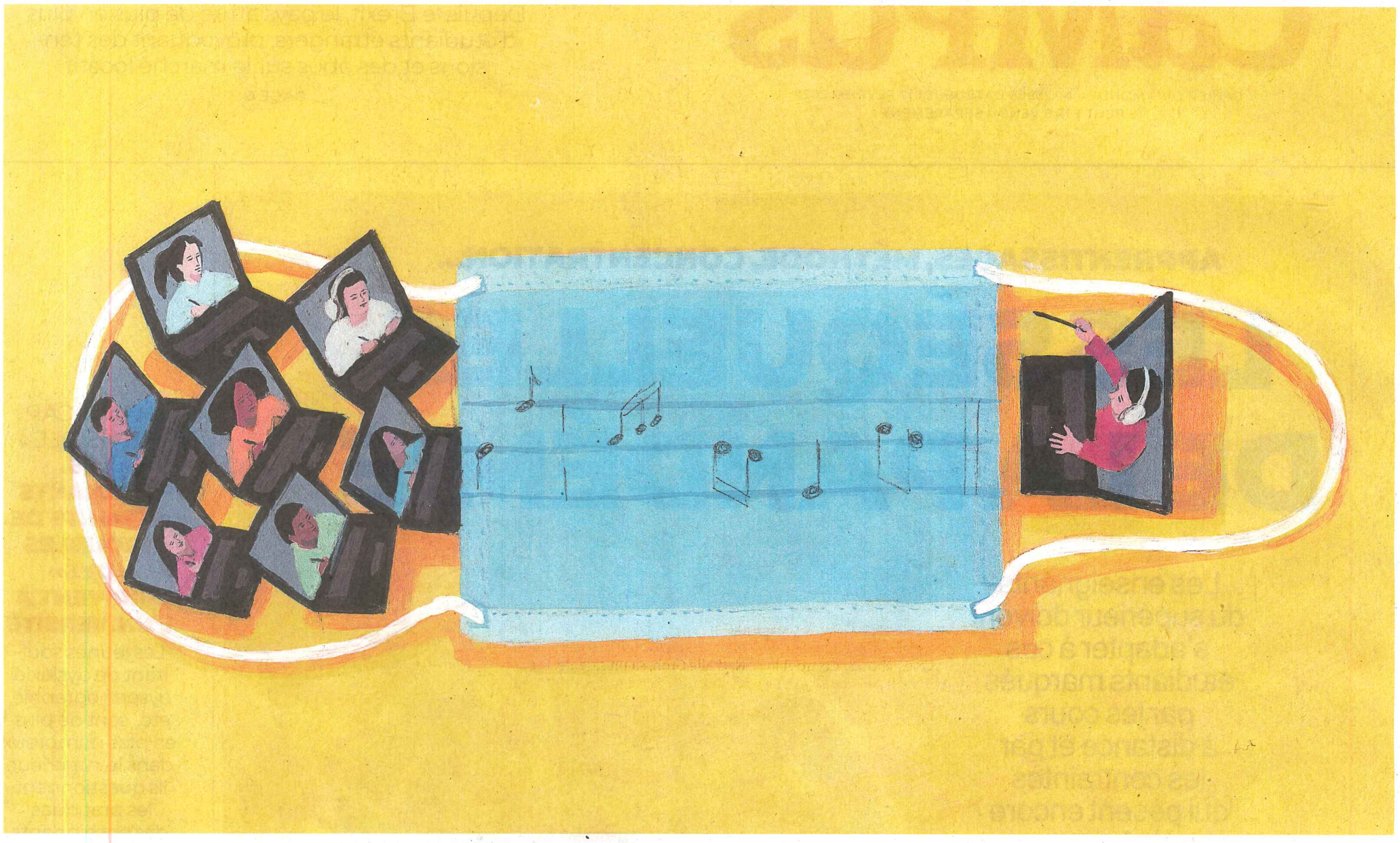

SYLVIE SERPRIX

UNE GÉNÉRATION D'ÉTUDIANTS BLESSÉE PAR DEUX ANS DE CRISE SANITAIRE

De cette séparation, il s'en souvient comme si c'était hier. *« C'était le 22 février 2021 »*, récite Pierre Sokol. Ce jour-là, l'enseignant, traumatisé par le divorce des Daft Punk, a *« évidemment »* passé un morceau du duo électro à ses plus jeunes étudiants. Une sorte d'*« icebreaking musical »*, histoire de réchauffer l'atmosphère des cours forcés en visio. En près de deux années de crise sanitaire, le professeur en techniques de commercialisation à l'IUT de Paris a eu le temps d'installer un rendez-vous bien à lui pour motiver ses troupes : de Lenny Kravitz à Clara Luciani ou Samantha Fish, les élèves ont toujours tendu l'oreille avant d'entamer leur séance de marketing. *« Ça a permis de faire baisser la pression, de ramener un peu d'humain »*, assure Pierre Sokol, qui a dû repenser toute sa pédagogie, favoriser l'interactivité, insister sur la mémoire auditive et visuelle, ralentir pour ne perdre personne en chemin.

Depuis le choc du premier confinement au printemps 2020, professeurs et étudiants ont pu, au moins en pointillé, retrouver les bancs et les couloirs de leur établissement – qu'ils soient en IUT, à l'université, en classe prépa, dans une grande école ou un bachelor privé. Mais les équipes pédagogiques semblent unanimes : le distanciel a laissé des traces chez ceux qui vivent leurs premières années dans l'enseignement supérieur, avec une aggravation des inégalités parmi les publics et les filières. Le tout dans un contexte très particulier : au Covid-19 s'ajoute la réforme du bac 2021, qui transforme le profil des lycéens selon leurs choix d'enseignements de spécialité.

> L'enseignement à distance a laissé des traces chez ceux qui ont commencé leurs études supérieures depuis la pandémie. Avec une aggravation des inégalités parmi les publics et les filières

DISPARITION DE L'ÉTUDIANT MOYEN

Comme nombre de ses collègues, Claire Dartyge, professeure de mathématiques à l'université Toulouse-III-Paul-Sabatier, observe une *« dichotomie entre ceux qui résistent et ceux qui abandonnent »*. Avec un effet très net : dans les résultats aux partiels, la frange moyenne a disparu. *« Il y a des notes entre 0 et 6, et des notes entre 14 et 20. Presque plus aucune entre 7 et 12. Le distanciel est très nuisible aux personnes tangentes qui ont besoin d'aller en cours pour s'en sortir. L'étudiant moyen affronte des murs tout le temps : personne n'a été présent pour l'aider à les franchir. »*

A Paris-I Panthéon-Sorbonne, Paul Rateau, maître de conférences en philosophie, regrette aussi une forme de *« sélection naturelle face à la liberté que donne l'université : seuls les plus motivés, les plus travailleurs iront jusqu'au bout. Aujourd'hui, la liberté est celle du chacun pour soi : c'est le mieux disposé socialement et culturellement qui l'emporte »*. Lui constate des *« résultats catastrophiques »* en début de licence et un taux d'échec autour de 60 % aux premières sessions d'examens de 2020 et 2021.

A l'université, le Covid-19 agit à la fois comme un révélateur et un amplificateur sur un terrain déjà fragile. *« Les confinements ont fait tomber les quelques béquilles qui existaient »*, lâche Isabelle Heullant-Donat, professeure en histoire médiévale à l'université de Reims, qui déplore de *« très grosses difficultés budgétaires et une pénurie de personnel »* dans son établissement. Le manque de moyens, conjugué à la hausse du nombre d'étudiants, empêche d'accueillir les jeunes dans de bonnes conditions. *« On les balade de salle en salle, il y a des problèmes d'emploi du temps, certains n'ont plus de TD faute de recrutement… Ça ne fait qu'aggraver la situation de ces malheureux qui ne se sentent pas pris en compte »*, poursuit la médiéviste.

> **« AUJOURD'HUI, LA PAUSE EST SYSTÉMATIQUE. AU BOUT D'UNE HEURE, ON PARLE DANS LE VIDE »**
> CLAIRE DARTYGE
> professeure de mathématiques à l'université Toulouse-III-Paul-Sabatier

Entre les rentrées 2010 et 2020, les universités ont vu leurs effectifs croître de 16 % selon les chiffres du ministère de l'enseignement supérieur, soit 230 000 étudiants de plus. C'est en licence que la pression est la plus forte, où le nombre d'étudiants a progressé de 20 % en dix ans, et bien davantage dans certaines disciplines. Par ailleurs, malgré une hausse de la dépense publique pour l'enseignement supérieur, le budget moyen par étudiant a chuté (11 530 euros), avec une baisse de 7,5 % par rapport à la rentrée 2011. Sans oublier que le recrutement d'enseignants-chercheurs permanents stagne depuis dix ans.

Ce tableau noir contraste avec la situation de structures où les effectifs sont réduits et l'accompagnement plus évident. Dans son IUT, Pierre Sokol connaît le prénom de tous ses étudiants – en première année du nouveau bachelor universitaire de technologie (BUT), ils sont répartis en 6 classes de 30. *« On est entre la fac et la grande école*, note-t-il. *Cet oiseau rare où l'on peut encore faire du sur-mesure. »* Didier Areias, enseignant en environnement à l'IUT de Cergy-Pontoise, insiste également sur la proximité et le suivi régulier comme *« clés de la réussite »* : *« Au total, nos étudiants en première année ont eu 77 notes au premier semestre ! Ils ont besoin d'un cadre : avec tout ça, ils s'en sortent plutôt bien. »*

En prépa, où les élèves sont triés sur le volet, on peut aller jusqu'à *« faire de la haute couture »* selon Damien Framery, président de l'Association des professeurs de première et de lettres supérieures (APPLS) et lui-même enseignant en géographie au lycée Victor-Duruy, à Paris. Ayant sondé ses collègues à l'échelle de toute la France sur les effets du Covid-19, il dénombre *« autant de copies remarquables qu'avant : l'institution a tenu, les examens et les concours ont eu lieu quoi qu'il en coûte. Il y a eu une sorte de résilience des deux côtés »*.

Selon le type d'établissement fréquenté, les modalités d'organisation des cursus ont beaucoup varié pendant la crise sanitaire. Au cours de l'année universitaire 2020-2021, seuls 3 % des étudiants déclarent avoir bénéficié uniquement de cours en présentiel, d'après la dernière enquête de l'Observatoire national de la vie étudiante (OVE) publiée en novembre. Dans les classes préparatoires aux grandes écoles (CPGE) – installées dans les lycées – les cours exclusivement en présentiel sont restés *« très dominants »* (71 % des étudiants) et ceux en distanciel *« presque totalement absents »* (1 %). A l'inverse, dans toutes les autres filières, les cours entièrement en présentiel ont été nettement plus rares (2 % en IUT, 1 % à l'université) alors que le distanciel total oscille entre 13 % en école d'art et 37 % à l'université.

DE L'UTILITÉ DE LA PETITE BLAGUE

A force d'isolement et d'un trop-plein d'enseignements sur écran, les professeurs remarquent aujourd'hui quelques *« séquelles »* chez leurs étudiants. Au premier rang desquelles des difficultés d'attention et de concentration. En histoire, Isabelle Heullant-Donat se sent désormais obligée d'instaurer une pause entre ses deux heures de cours et de faire *« régulièrement la petite blague qui va bien pour les maintenir éveillés »*. Idem pour Claire Dartyge en mathématiques : *« Avant, la pause était moins nécessaire. Là c'est systématique. Au bout d'une heure, on parle dans le vide, ils sont trop fatigués, ils n'accrochent plus. »*

En l'absence de pratique de l'écriture manuscrite, une partie de l'auditoire aurait

UNE PARTIE DE L'AUDITOIRE AURAIT PERDU LA FACULTÉ DE TERMINER EN TEMPS ET EN HEURE UN DEVOIR SUR TABLE, VOIRE LE SIMPLE RÉFLEXE DE PRENDRE DES NOTES

perdu la faculté de terminer en temps et en heure un devoir sur table, voire le simple réflexe de prendre des notes. *« Outre ce semestre, nous n'avions pas eu une seule véritable session d'examen depuis janvier 2020*, rappelle Nicolas Warembourg, directeur du département de la licence de droit à Paris-I Panthéon-Sorbonne. *La crise sanitaire a cassé le thermomètre de l'évaluation. Ce n'est que dans quelques semaines que l'on pourra se rendre compte par les chiffres d'éventuels décrochages. »*

Plusieurs enseignants évoquent une relation plus distante à la lecture et des compétences littéraires en chute libre – syntaxe, grammaire, orthographe... Si cette inquiétude n'est pas nouvelle, elle prend une autre dimension depuis deux ans de crise sanitaire. Professeur d'histoire en hypokhâgne et à Sciences Po, André Loez parle d'un *« rapport plus superficiel à l'apprentissage »* alors qu'il ne donne cours qu'à d'excellents élèves. *« La transition a toujours été difficile avec le lycée, mais j'ai l'impression qu'elle leur coûte plus qu'avant. Ils semblent avoir été davantage dans la restitution que dans la réflexion, avec un rapport assez court-termiste au travail. Cela nous oblige à repenser nos pratiques »*, raconte le créateur du podcast Paroles d'histoire.

Faudrait-il en finir avec les exercices canoniques du commentaire de texte ou de la dissertation ? C'est une question que se posent nombre d'universitaires, moins préoccupés par des lacunes de connaissances – toujours rattrapables – que par un cruel manque de méthode, plus difficile à combler.

D'AUTRES FORMES DE SOCIABILITÉ

« Le confinement a eu comme effet un décrochage des lieux d'information universitaires habituels, avance Isabelle Heullant-Donat. *Internet est devenu l'alpha et l'oméga de la recherche de documents : certains se contentent de notices Wikipedia et finissent par avoir du mal à hiérarchiser les informations. »* Face aux portes closes des bibliothèques et des salles de TD, Nicolas Warembourg s'interroge quant aux conséquences de *« l'éloignement avec le contact de la vie concrète de l'université »*. La dimension psychologique ne se rattrape pas comme un cours de droit constitutionnel.

Toujours selon l'enquête de l'OVE, 75 % des étudiants indiquent ne pas avoir eu assez de relations avec leurs camarades de formation et 59 % ont eu des difficultés d'organisation. A Toulouse, Philippe Truillet, maître de conférences en informatique, s'aperçoit que *« la plus grande difficulté pour les étudiants est de devenir étudiant : les règles sont plus lâches qu'au lycée. Il faut sortir de la passivité, fournir davantage de travail personnel... En sciences comme ailleurs, on a besoin de savoirs mais aussi de savoir-faire »*.

Malgré tout, les professeurs restent optimistes : en plus de compétences nouvelles avec les outils numériques, des solidarités ont émergé de cette crise. Les boucles WhatsApp, notamment, ouvrent d'autres formes de sociabilité. Infirmier cadre de santé et formateur à l'Institut de formation en soins infirmiers de Colmar, Warren Vidal remarque chez ses élèves un *« esprit de corps, un sentiment d'appartenance à un groupe et la fierté de se préparer à un métier qui a gagné en visibilité, tout en étant plus armés et conscients de ce qui les attend »*. De même dans les universités : *« Il y a un effet promo qu'on ne voyait pas avant,* décrit Philippe Truillet. *Des petites tribus se forment pour tenir collectivement. »*

Par mail également, les étudiants sollicitent davantage leurs enseignants pour réclamer de l'aide ou poser une question : *« On est sollicités soirs et week-end, avec une perte de la frontière entre domicile et travail,* soulève Damien Framery. *Avant, on emportait juste notre paquet de copies, maintenant il y a une entrée permanente de la demande des étudiants chez nous. »*

Reste que les échanges virtuels ont moins de saveur. De nouveau en distanciel, pour cause de cas de Covid dans les classes, Pierre Sokol raconte la nostalgie de l'informel et des rires de ses étudiants : *« En visio, on n'entendra jamais : "Au fait, t'as écouté l'album d'Orelsan" ? »* ●

LÉA IRIBARNEGARAY

Les jeunes atteints de troubles « dys » bousculent l'université

Désormais mieux pris en compte depuis le primaire, les étudiants souffrant de dyslexie, dysorthographie, etc., sont de plus en plus nombreux sur les bancs de la fac et des écoles. Et questionnent les pratiques des enseignants

Madame, pourriez-vous faire un effort sur votre orthographe s'il vous plaît ? »... Joséphine Arnault s'énerve lorsqu'elle raconte cette *« énième »* remarque d'un de ses enseignants de la faculté Arts du spectacle de l'université Montpellier-III : *« Mince, c'est l'histoire de ma vie, et celle de tous les "dys", de faire cet "effort"-là au quotidien*, explique l'étudiante de 22 ans en deuxième année de licence. *Notre handicap, invisible, est encore trop souvent méconnu par les enseignants. »* « Dys » comme « dyslexique » et « dysorthographique » en ce qui la concerne. Autrement dit : *« une difficulté et des lenteurs pour lire et écrire, décrypter et rédiger rapidement et de manière automatisée, sans erreurs, les mots, les phrases »*, décrypte-t-elle avec le détachement de ceux qui sont habitués à expliquer toujours les mêmes choses. Ce trouble cognitif est pénalisant dans un enseignement supérieur où l'on s'agace régulièrement des étudiants « fâchés » avec l'orthographe.

Joséphine fait partie de cette génération d'élèves ayant grandi en même temps que l'école « inclusive » et le droit à la scolarité en milieu ordinaire pour les jeunes en situation de handicap, arrêté par la loi du 11 février 2005. Celle-ci a aussi incité au diagnostic des jeunes souffrant de troubles « dys ». Et, depuis une poignée d'années, ceux qui ont réussi à dépasser leurs difficultés dans l'enseignement secondaire débarquent dans le supérieur. L'université compte désormais quelque 40 000 étudiants en situation de handicap (environ 2 % des effectifs), contre un peu plus de 10 000 en 2010 et, parmi eux, 25 % en moyenne souffrent de troubles dits « du langage et de la parole », selon les chiffres du ministère. Toutes les formations interrogées évoquent une accélération du nombre d'étudiants « dys » accueillis depuis cinq ans.

APPRENDRE À COMPENSER

Depuis qu'elle a été diagnostiquée au collège, Joséphine avait appris à *« compenser »* son trouble. Mais dans l'enseignement supérieur *« tout va plus vite, les prises de notes en amphi, les lectures d'ouvrages... Je me fatigue rapidement,* raconte l'étudiante, *et au bout d'une heure de cours je bloquais récemment sur l'écriture d'un mot aussi simple que l'article "une" »...* Alors la jeune femme, qui est également vice-présidente étudiante de son université, s'applique à faire valoir les aménagements de « compensation » auxquels elle a droit dans le cadre de sa scolarité.

La procédure est plutôt rodée dans les universités, au moins sur le papier, 85 % d'entre elles ayant adopté un « schéma directeur handicap » balisant les démarches et les accompagnements pour les jeunes en situation de handicap. Sollicité par l'étudiant « dys », le service de santé universitaire s'appuie sur un bilan orthophonique pour faire des préconisations d'aménagement de la scolarité : du temps en plus aux examens, des sujets imprimés en grand, l'utilisation d'un ordinateur avec ou sans correcteur orthographique, le recours à un preneur de notes en cours, une tolérance sur les fautes d'orthographe, etc. Sa formation valide ensuite ces aménagements. Ou pas.

« Nous proposons des aménagements, mais on ne transpose pas tels quels ceux du lycée car les troubles ont pu évoluer favorablement », concède Hervé Jami, le directeur du service de santé de l'université Paris-Est Créteil (UPEC). *« En cas de contestation de l'aménagement décidé, une rencontre est organisée entre l'équipe pédagogique, l'étudiant, le référent handicap de la formation et le médecin pour trouver une solution. Le vice-président tranche en dernier recours »*, complète Véronique Bricout, vice-présidente, chargée de la vie étudiante et du handicap à l'université Grenoble-Alpes. L'utilisation d'un correcteur orthographique fera, par exemple, *« moins débat dans une formation scientifique que dans une autre plus littéraire »*, illustre-t-elle... Reste que ces restrictions courroucent parfois certains jeunes qui se sont déjà battus, au collège et au lycée, dans les méandres administratifs des maisons départementales pour les personnes handicapées (MDPH), pour faire respecter leurs droits.

Dans les cas problématiques qui remontent à la Fédération française des « dys » (FFDys), *« c'est souvent le règlement des examens qui entre en contradiction avec les aménagements proposés, soit au nom du principe d'égalité entre les étudiants, soit parce qu'on estime qu'ils empêchent d'évaluer certaines compétences »*, décrit Nathalie Groh, sa présidente. Les services du Défenseur des droits, eux, font état d'*« une dizaine de cas »* ayant fait l'objet d'une instruction depuis trois ans. Fin janvier, à l'occasion de son comité national de suivi de l'université inclusive, le ministère mettait en avant un récent décret prévoyant d'améliorer la *« portabilité »* des aménagements accordés au fil des paliers d'enseignement.

Si tous les interlocuteurs interrogés notent une progressive « acculturation » institutionnelle de l'enseignement supérieur à la question des troubles dyslexiques, tous aussi mettent en avant la nécessité d'améliorer la formation des enseignants en la matière.

QUELQUES TRUCS SIMPLES

« Il faut parfois encore expliquer aux enseignants que, non, ces étudiants ne "guériront" pas de leur dyslexie, dysorthographie, dysgraphie ou dyscalculie. Ils apprendront simplement à vivre avec, avec plus ou moins de difficultés selon les contextes. Il est possible de les y aider avec quelques trucs parfois simples... », insiste Audrey Mazur, ingénieure de recherche en psycholinguistique à Lyon. Le MOOC « Etudiants dyslexiques dans mon amphi : comprendre et aider » qu'elle a coordonné permet de se mettre dans la tête de ces étudiants dont les copies peuvent surprendre, afin d'adapter sa posture pédagogique et retenir quelques conseils : toujours écrire au tableau les nouveaux mots, utiliser une police « dysfriendly » comme Arial, en taille 14 au minimum, lire les consignes lors des examens...

DANS LE SUPÉRIEUR, ON S'AGACE RÉGULIÈREMENT DE CES ÉTUDIANTS « FÂCHÉS » AVEC L'ORTHOGRAPHE

Ces conseils sont également utiles pour les enseignants des grandes écoles. Sur les 2 % d'étudiants en situation de handicap accueillis dans les établissements de la Conférence des grandes écoles (CGE), un tiers est porteur de « dys ». Ici aussi on concède un *« gros effort »* à faire en termes de sensibilisation des enseignants. Mais, dans les grandes écoles, l'attention se porte précisément sur la question des certifications en langue nécessaires pour valider les diplômes, et notamment le Test of English for International Communication (TOEIC). Or la langue de Shakespeare est connue pour être *« particulièrement opaque à l'écrit pour de nombreux étudiants "dys" pourtant à l'aise à l'oral, voire bilingue »*, indique Xavier Quernin, chargé de mission handicap à la CGE et à l'institut polytechnique UniLaSalle.

Un accord avec la commission des titres d'ingénieur (CTI) permet depuis cinq ans aux élèves ingénieurs porteurs de « dys » de certifier leurs différentes compétences en anglais de manière dérogatoire, par d'autres certifications que le TOEIC, plus adaptées. Le travail reste à faire dans les autres écoles, particulièrement les formations de management. ●

SÉVERIN GRAVELEAU